

CHAPITRE 2. UN TOURNANT SOCIAL, POLITIQUE ET CULTUREL, LA FRANCE DE 1974 À 1988

INTRODUCTION	10
I. DEUX SEPTENNATS SOUS LE SIGNE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE.....	10
A. L'ÉCHEC DE LA TENTATIVE LIBÉRALE (1974-1981).....	10
1. <i>Crise économique, crise sociale</i>	10
2. <i>Une volonté modernisatrice, un échec face à la crise</i>	10
3. <i>1981 : l'alternance</i>	11
B. L'ÉCHEC DE LA SOLUTION KEYNÉSIEENNE ET LA CONVERSION SOCIALISTE AU LIBÉRALISME	11
1. <i>Le « changement »</i>	11
2. <i>L'échec économique et la crise sociale et politique</i>	12
3. <i>Le tournant libéral (1984-1988)</i>	12
II. UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION	13
A. L'ÉMANCIPATION DES FEMMES.....	13
1. <i>Dans la société</i>	13
2. <i>Au travail</i>	14
B. LES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ.....	14
1. <i>La massification scolaire</i>	14
2. <i>Un nouveau groupe social</i>	14
C. UNE DIVERSITÉ PLUS VISIBLE.....	15
1. <i>Des immigrés devenus indésirables ?</i>	15
2. <i>L'affirmation des droits LGBT</i>	15
III. DE PROFONDES MUTATIONS CULTURELLES	15
A. L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE CULTURELLE	16
1. <i>De la conception réductrice de la culture sous VGE...</i>	16
2. <i>... à la rupture des années Jack Lang</i>	16
B. LES TRANSFORMATIONS DU PAYSAGE AUDIOVISUEL FRANÇAIS.....	16
1. <i>La mainmise persistante de l'État sur les médias (1974-1981)</i>	16
2. <i>Une libéralisation progressive de l'audiovisuel (1981-1988)</i>	16
C. LES NOUVELLES FORMES DE LA CULTURE POPULAIRE	17
1. <i>Une culture de masse</i>	17
2. <i>Une « culture jeune »</i>	17
CONCLUSION	18

CHAPITRE 2. UN TOURNANT SOCIAL, POLITIQUE ET CULTUREL, LA FRANCE DE 1974 À 1988

1-4. Titre thème + chapitre
+ Intro + Sommaire Thème

Manuel p.234-261

Introduction

Problématique p.234, repères p.236- Ce chapitre souligne les mutations sociales et culturelles de la société française pendant une période marquée par de nombreuses réformes et l'émergence de nouvelles questions politiques.

Avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, l'année 1981 est un tournant majeur pour la France, puisqu'elle connaît une alternance politique avec le retour de la gauche au pouvoir pour la première fois sous la V^{ème} République. Mais l'alternance politique ne doit pas masquer la cohérence de la période 1974-1988, qui voit se produire de nombreuses réformes sociales et culturelles, répondant au désir de changement qui s'est exprimé notamment dans la crise de mai 1968. Dès l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, l'État cherche à satisfaire les revendications des femmes et des jeunes. Au cours des décennies 1970 et 1980, la France s'ouvre au changement et les débats de société, facilités par la libéralisation des médias, se multiplient, sur la liberté sexuelle notamment ou l'intégration des immigrés.

Quelle mutations politiques, sociales et culturelles la France connaît-elle de 1974 à 1988 ?

I. Deux septennats sous le signe de la crise économique

5. Sommaire I

A. L'échec de la tentative libérale (1974-1981)

1. Crise économique, crise sociale

Avec la fin du système monétaire international de Bretton Woods, le franc français est particulièrement éprouvé. Les chocs pétroliers (1973, 1979) viennent aggraver la situation²⁷. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à un ralentissement et même à une diminution de la production industrielle²⁸. La France est désormais en proie comme les autres puissances industrielles à l'inflation et au chômage :

6. Vidéo JT 1975.
Chômage

- Dès 1974, la France entre dans l'ère de l'« inflation à deux chiffres ».
- Dès 1974, la France connaît une forte poussée de chômage : 420 000 chômeurs en 1974, un million en 1977, un million et demi en 1980, deux millions en 1981 (8,9% de la population active).

2. Une volonté modernisatrice, un échec face à la crise

7. Vidéo débat
VGE - Mitterrand

La mort de Georges Pompidou, qui avait succédé au général de Gaulle en 1969, aboutit à des élections présidentielles dès 1974, remportées par le ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, qui bat au second tour François Mitterrand, chef du parti socialiste et candidat unique de la gauche, au terme d'une campagne passionnée, dont le sommet est un affrontement télévisé entre les deux candidats.

Le septennat de VGE, placé sous le signe de la modernisation du pays -*Repère p.238. Le style « Giscard »* sont marqués par des décisions importantes pour la société française : la majorité est abaissée à 18 ans,

²⁷ La France importe alors les trois quarts de son énergie.

²⁸ -10% en 1975 !

7. VGE, une certaine modernité

un secrétariat d'État à la Condition féminine est créé, une loi légalise l'avortement, etc. Des mesures sociales sont prises pour amortir le choc de la crise sur les plus défavorisés : garantie de ressources d'une année pour les chômeurs, augmentation du minimum vieillesse.

Raymond Barre succède à Jacques Chirac au poste de premier ministre en 1976, avec pour mission de sortir la France de la crise. Présenté par VGE comme « le meilleur économiste de la France » ou comme le « Joffre de l'économie », R. Barre est un adepte des théories économiques libérales. Dès l'automne 1976, il lance le « plan Barre ». Il s'agit d'une politique néo-libérale comme la France n'en avait pas connue depuis la Seconde Guerre mondiale :

- les entreprises sont affranchies des divers contrôles qui limitaient leur liberté (contrôle des prix, encadrement du crédit...) et bénéficient d'un allègement des cotisations sociales, mises au compte des salariés ou du budget de l'État ;
- les entreprises en difficultés et dépendantes de l'aide publique²⁹ sont abandonnées à leur sort ;
- l'épargne est encouragée à se diriger vers l'investissement industriel.

Mais cette politique se solde par un rapide accroissement du chômage, qui tend vers les deux millions à la veille des élections présidentielles de 1981.

3. 1981 : l'alternance

8. 2 Vidéos : investiture + VGE

Le second tour des élections, le 10 mai, oppose à nouveau Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand. Le président sortant est nettement battu³⁰ -*doc.1 p.237. 1981, l'alternance politique*. Pour la première fois dans l'histoire de la V^{ème} République, un Président de gauche accède à l'Élysée. Après avoir nommé Premier ministre Pierre Mauroy, dirigeant de premier plan du parti socialiste, le nouveau chef de l'État dissout l'Assemblée nationale élue en 1978. Les élections de juin 1981 donnent au parti socialiste la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

B. L'échec de la solution keynésienne et la conversion socialiste au libéralisme

1. Le « changement »

9. PDP#23

Toute une série de mesures prises rapidement modifient le visage de la société française : nouvelle politique de la santé³¹, abolition de la peine de mort -*PDP#23 p.240-241. 1981 : l'abolition de la peine de mort*, dépénalisation de l'homosexualité, adoption des lois Auroux³² qui donnent aux salariés (et aux syndicats) des droits plus étendus, réforme de l'enseignement, de la maternelle à l'université...

Face à la crise économique, prenant le contre-pied de la politique néolibérale de Raymond Barre, le gouvernement Mauroy, d'inspiration keynésienne, donne la priorité à la lutte contre le chômage : baisse des taux d'intérêt, revalorisation des salaires, allègements de charges pour les entreprises qui embauchent, abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail de 40 à 39 heures. Parallèlement, de profondes réformes de structure sont engagées :

- Des nationalisations sont décidées afin de placer entre les mains de l'État l'essentiel du crédit et des secteurs clés de la production³³, pour orienter de manière décisive l'économie nationale, et la rendre apte à affronter la compétition internationale.
- La planification, quelque peu mise en sommeil sous les précédents gouvernements, se voit confier la mission de la modernisation de l'économie.

²⁹ ...les « canards boiteux », selon R. Barre.

³⁰ 48,2% des suffrages contre 51,8% au candidat socialiste.

³¹ Modernisation des équipements collectifs publics, transformation des études médicales...

³² Jean Auroux est ministre du travail.

³³ Entrent ainsi dans le secteur contrôlé par l'État cinq grands groupes industriels qui représentent des secteurs de pointe de la production (Compagnie générale d'Électricité, Compagnie de Saint-Gobain, Pechiney-Ugine-Kühlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt), les banques d'affaires dont les dépôts dépassent un milliard de francs (36 banques, 95% des dépôts nationaux) et deux compagnies financières (la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, la Compagnie financière de Suez)

- La décentralisation, mise en œuvre par Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, rapproche les centres de décision de la population, en transférant des compétences de l'État aux collectivités territoriales.

2. L'échec économique et la crise sociale et politique

Mais les difficultés s'amoncellent. Les mécontentements catégoriels se multiplient³⁴, et, surtout, le nouveau pouvoir ne parvient pas à juguler la crise. En 1981, les nouveaux dirigeants espèrent appuyer leur politique de relance - *Vocabulaire p.239* par la consommation sur une reprise économique mondiale. Or, rien de tel ne se produit, et la France poursuit seule cette politique de relance, alors que les autres grands pays industriels restent fidèles à la politique de restriction du crédit et de la consommation. Cette politique à contre-courant, si elle permet de contenir la poussée du chômage (stabilisé autour des deux millions) va aboutir à la détérioration de la situation économique : inflation persistante, croissance en berne.

D'où, à partir de juin 1982, un infléchissement de la politique gouvernementale, avant un tournant décisif, en mars 1983 : c'est la reconnaissance de l'échec de la politique engagée depuis 1981, par laquelle les socialistes entendaient démontrer qu'il était possible de rompre, par l'action de l'État, avec la logique du capitalisme et de l'économie de marché. C'est alors toute la culture économique du socialisme français depuis le XIXe siècle qui se trouve ainsi remise en cause.

Le choix est fait de rétablir les « grands équilibres économiques », par une politique d'austérité - *Vocabulaire p.238* (restriction de la consommation des ménages, alourdissement de la pression fiscale). Par ailleurs, il est décidé de cesser de financer les industries déficitaires et de consacrer les investissements à la modernisation de l'appareil industriel : l'accent est mis sur l'informatique, le secteur chimique est restructuré, l'activité des charbonnages et de la sidérurgie est réduite, ce qui entraîne fermetures de sites et suppressions d'emplois.

Les retombées sociales de la politique économique entraînent un vif mécontentement dans l'électorat traditionnel de la gauche, et l'inquiétude de régions entières qui redoutent de faire les frais de la modernisation (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine). En juin 1984, la gauche rassemble seulement 33% des suffrages aux élections européennes, tandis que plus d'un million de personnes manifestent à Paris pour défendre l'école privée. François Mitterrand ouvre alors une nouvelle phase de son septennat en désignant un nouveau premier ministre, Laurent Fabius, à la tête d'un gouvernement sans ministres communistes.

3. Le tournant libéral (1984-1988)

a. La politique libérale du gouvernement Fabius (1984-1986)

Le nouveau gouvernement abandonne les projets du précédent sur l'école privée, et opère une conversion au libéralisme. Le gouvernement restructure le secteur nationalisé, en procédant à des diminutions d'effectifs qui provoquent de vives réactions sociales et en limitant l'intervention de l'État afin de laisser jouer librement les mécanismes du marché. La politique d'austérité sur les salaires entraîne une désinflation relativement rapide qui rapproche progressivement la France des autres pays industriels.

Au début de 1986, l'inflation est stoppée, les grands équilibres sont en voie de rétablissement, et la cote de popularité du Président et de son Premier ministre remonte dans les sondages.

b. Les élections de 1986 et la « cohabitation »

Pas assez toutefois pour remporter les élections législatives de mars 1986, qui donnent la majorité absolue à la droite³⁵ à l'Assemblée nationale. Les élections de 1986 ouvrent une période inédite dans

³⁴ Protestations des commerçants ou des industriels contre la lourdeur des charges, colère des médecins contre les transformations du système médical, rancœur des professeurs d'Université, rassemblement des défenseurs de l'école privée, etc.

³⁵ Ces élections marquent l'installation du parti socialiste au rang de première force politique, bien que ce parti ait perdu la majorité, l'effondrement du parti communiste ramené à son audience de 1932 et la percée du Front national qui, sur le thème de la lutte contre l'immigration et l'insécurité, a pu faire jeu égal avec le parti communiste.

l'histoire constitutionnelle de la France depuis 1958, la « cohabitation » -*Vocabulaire p.238 + frise p.239* entre un Président de gauche et une majorité de droite. François Mitterrand est contraint de nommer Premier ministre Jacques Chirac, chef de la nouvelle majorité, qui constitue un gouvernement R.P.R.-U.D.F. -*Vocabulaire p.239*.

12. Vidéo : les privatisations

Le Premier ministre, qui vise l'Élysée en 1988, joue la carte néolibérale : suppression de l'Impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.), privatisation de nombreuses entreprises nationalisées en 1981 (Saint-Gobain, la Banque de Paris et des Pays-Bas...), suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Mais l'ardeur législative du Premier ministre va se trouver rapidement freinée par la résistance de l'opinion : manifestations étudiantes de décembre 1986, contestation de la réforme du code de la nationalité, agitation séparatiste en Nouvelle-Calédonie... à l'approche des élections présidentielles de 1988, la popularité de Jacques Chirac fléchit dans les sondages, alors que celle du Président de la République qui, éloigné de la gestion quotidienne, a pu prendre du recul et s'emploie à incarner l'unité nationale, ne cesse de croître.

II. Une société en mutation

13. Titre + Sommaire II

Cours p.242-243- Cette période est marquée par de profondes transformations répondant dès avant 1981 à des aspirations exprimées par la société dans les années 1960 (particulièrement en mai 1968).

A. L'émancipation des femmes

1. Dans la société

14. Vidéo 2020. Naissance MLF

Dans la lignée des contestations des années 1960 et des mouvements de défense des minorités aux États-Unis, un féminisme -*Vocabulaire p.242* militant se développe en France par le biais d'organisations comme le MLF (Mouvement de libération des femmes) -*Repères p.242*, et dénonce la domination masculine et la « société patriarcale ».

Fort de ses premières victoires³⁶, le mouvement féministe affirme notamment le droit des femmes à disposer librement de leur corps³⁷ -*Repères p.244. 1972, le procès de Bobigny³⁸ + doc.2 p.245. Une revendication féministe* et multiplie les manifestations spectaculaires comme la publication en 1971 d'un manifeste de 343 femmes avouant avoir avorté alors que la pratique reste interdite en France -*doc.4 p.245. Le manifeste des 343³⁹*. Pour répondre à ces exigences, deux lois sont adoptées pendant le mandat de Valéry Giscard d'Estaing :

- 1974 : la pilule contraceptive⁴⁰ est remboursée par la Sécurité sociale ;

15. Vidéo S. Veil + doc.3 p.245

- 1975 : après de vifs débats -*doc.1 p.244. La nécessité d'une loi + doc.3 p.245. C'est Satan qui conduit le bal + chiffres de votes*, la loi autorise l'interruption volontaire de grossesse (loi sur l'IVG, dite « loi Veil » -*Biographie p.244*)⁴¹ -*PDP#24 p.244-245. La légalisation de l'interruption volontaire de grossesse*.
- 1975 : cinq ans après l'adoption du principe de l'autorité parentale partagée, une autre loi fait évoluer la famille, cellule de base de la société, en permettant le divorce par consentement mutuel et dépénalise l'adultère.
- 1980 : après une longue campagne des mouvements féministes une loi fait pour la première fois du viol un crime (et non un délit), puni de 15 ans de réclusion criminelle.

³⁶ Cf. droit de vote en 1944, droit d'exercer une activité professionnelle et d'avoir un compte en banque sans l'autorisation du mari en 1965.

³⁷ NB : il s'agit pour les femmes d'accéder à la maîtrise de leur fécondité, afin que la grossesse soit désormais un choix.

³⁸ Cf. <http://www.justice.gouv.fr/histoire-et-patrimoine-10050/proces-historiques-10411/le-proces-de-bobigny-24792.html>

³⁹ Cf. <https://www.nouvelobs.com/societe/20071127.OBS7018/le-manifeste-des-343-salopes-paru-dans-le-nouvel-obs-en-1971.html>

⁴⁰ Légalisée en 1967 par la loi Neuwirth.

⁴¹ Il faut toutefois attendre 1982 pour son remboursement par la Sécurité sociale.

2. Au travail

La période est marquée par une féminisation de l'emploi⁴² -concomitamment à sa tertiarisation. Si la part des femmes exerçant une activité professionnelle progresse et joue indéniablement un rôle émancipateur, l'égalité au travail reste un combat :

- Les stéréotypes sexistes entre femmes et hommes au travail comme dans la vie quotidienne ont la vie dure.
- Les femmes continuent d'occuper en majorité des emplois non qualifiés et plus souvent précaire.
- Le « plafond de verre » bloque les carrières de nombreuses femmes.

16. Vidéo Brut : lois successives

- Les salaires des femmes restent inférieurs à ceux des hommes, même à qualification et à travail égaux. Nommée ministre des Droits de la femme par François Mitterrand⁴³, Yvette Roudy fait voter en 1983 une loi sur « l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ». Malgré un fort volontarisme, les résultats restent limités⁴⁴, comme en témoigne la récurrence des textes législatifs à ce sujet depuis 1972⁴⁵.

B. Les jeunes dans la société

1. La massification scolaire

17. 2 vidéos loi Haby (INA, France Info)

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à rester dans le système scolaire au-delà de l'obligation scolaire (portée de 14 à 16 ans en 1959). L'économie a besoin de salariés qualifiés, et la société demande la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur. En 1975, le ministre de l'Éducation nationale René Haby instaure le collège unique, en supprimant les filières qui différencient les élèves relevant de l'enseignement technique ou de l'enseignement général. Plus que d'une réelle démocratisation, on s'accorde à considérer qu'on assiste plutôt à une massification de l'enseignement secondaire -même si la création des ZEP après l'alternance en 1981 vise clairement à parfaire la démocratisation du système scolaire⁴⁶.

Avec cette massification scolaire⁴⁷ -*Vocabulaire p.242*, de plus en plus de jeunes obtiennent leur baccalauréat (20% d'une classe d'âge en 1970, 30% en 1980) et accèdent à l'enseignement supérieur. Quand en 1986, Jacques Chirac veut imposer une plus grande sélection à l'université et la hausse des droits d'inscription⁴⁸, la mobilisation de la jeunesse le contraint à renoncer.

2. Un nouveau groupe social

Après mai 1968, l'allongement des études et l'entrée plus tardive dans la vie active contribuent à faire des jeunes une catégorie sociale de plus en plus identifiée, et de plus en plus entendue.

Une « culture jeune », de plus en plus internationale (ce sont les débuts de la mondialisation culturelle), s'exprime à travers certains engagements et des pratiques culturelles qui leurs sont propres. Cette culture alimente un marché en pleine expansion depuis les années 1960. C'est pour prendre en compte ces évolutions que Valéry Giscard d'Estaing abaisse en 1974 la majorité civile de 21 à 18 ans... ce qui n'empêche pas l'abstention d'être plus forte chez les jeunes que dans le reste de la population. S'ils semblent se désintéresser de plus en plus de la vie politique institutionnelle⁴⁹, ils sont en revanche au

⁴² 63% des femmes en âge de travailler ont un emploi en 1982, contre 53% en 1975. Elles seront 70% à la fin des années 1980.

⁴³ Il y avait quatre femmes dans le premier gouvernement de VGE, dont, pour la première fois un secrétariat d'État à la condition féminine, confié à Françoise Giroud (Françoise Giroud est journaliste. Elle dirige le magazine *Elle*. Après avoir été secrétaire d'État à la condition féminine, elle devient secrétaire d'État aux affaires culturelles en 1976). Il y a six femmes dans le premier gouvernement de François Mitterrand, dont Yvette Roudy.

⁴⁴ L'écart moyen entre les salaires masculins et féminins reste de 28,2% en 1989 et les femmes restent extrêmement minoritaires aux postes de direction.

⁴⁵ Cf. <https://www.vie-publique.fr/eclairage/19602-droits-des-femmes-ou-en-est-legalite-professionnelle>

⁴⁶ NB : l'abandon de la loi Savary en 1984 échoue à créer un grand service laïc et public de l'Éducation.

⁴⁷ ...qui s'accompagne d'une généralisation de la mixité, rendue obligatoire dans toutes les filières.

⁴⁸ Le projet de loi Devaquet jette en effet à l'automne 1986 des centaines de milliers d'étudiants dans les rues dans un mouvement spectaculaire par l'ampleur de ses manifestations, et finalement endeuillé par la mort d'un manifestant brutalisé par la police, Malik Ousseki.

⁴⁹ Cf. la « [bof génération](#) »

premier plan des mobilisations contre le nucléaire ou le racisme... et des émeutes qui éclatent dans les cités de Vaulx-en-Velin en 1979, puis aux Minguettes près de Lyon en 1981.

C. Une diversité plus visible

1. Des immigrés devenus indésirables ?

En juillet 1974, confronté à l'explosion du chômage, le gouvernement annonce la suspension de l'immigration, à l'exception du regroupement familial⁵⁰ -*Vocabulaire p.242* et de l'octroi de l'asile politique, ainsi que des incitations au départ volontaire. Entre 1975 et 1990, la part des immigrés⁵¹ dans la population française reste stable, autour de 7,5, tout comme celle des étrangers, autour de 6,5% -*doc.1 p.246. Étrangers et immigrés en France*. Dans ces conditions, le nombre d'immigrés clandestins explose⁵². L'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981 se traduit par la réalisation d'une promesse de campagne, la régularisation de 132 000 clandestins... et par l'abandon d'une autre promesse, celle d'accorder le droit de vote des étrangers aux élections municipales -*Sujet bac p.258-259*.

Doc.5 p. 247. L'éclairage d'un sociologue- En effet, dans les années 1980, la percée électorale du Front national -*Vocabulaire p.242*, parti d'extrême droite fondé en 1972 qui accuse les étrangers et immigrés d'être responsables des difficultés économiques et sociales, témoigne du rejet de l'immigration par une partie de la société française -*doc.4 p.247. La percée du Front national aux municipales*. Après une première percée aux élections municipales de 1983, le FN atteint le score alors historique de 11% aux élections européennes de 1984, puis de 14,3% aux élections présidentielles de 1988.

18. Vidéo 2018, Marche des Beurs + Article Le Monde 2013

En 1983, la marche pour l'égalité et contre le racisme, dite « Marche des Beurs » -*Vocabulaire p.242 + doc.2 p.246* est organisée dans un climat de xénophobie grandissante, tandis que l'association « SOS racisme », plus politisée, tente à partir de 1984 de rassembler les jeunes autour du slogan « Touche pas à mon pote ».

2. L'affirmation des droits LGBT

En 1981, à la veille de l'élection présidentielle, la première « Marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels et lesbiennes » est organisée à Paris -*LGBT : Vocabulaire p.242*. En 1982, François Mitterrand décide la dépénalisation de l'homosexualité⁵³.

19. Vidéo 2019, Act Up

PDP#25 p.248-249. L'épidémie du SIDA en France : recherche, prévention et luttes politiques- À partir de 1983, alors que la pandémie du SIDA -*Repères p.243* frappe durement la population homosexuelle⁵⁴, les « années SIDA » suscitent la mobilisation d'associations (comme AIDES ou Act Up -*doc.3 p.249. act Up-Paris : mener des actions chocs*) militant pour une meilleure prise en charge de l'épidémie et une meilleure prévention -*doc.2 p.248. Le rôle de l'État*. Il en résulte une plus grande visibilité des minorités sexuelles et *in fine*, malgré l'hostilité accrue d'une partie de l'opinion publique, une plus grande attention à leur intégration dans la société.

III. De profondes mutations culturelles

20. Titre + Sommaire III

Au cours des décennies 1970 et 1980, la France connaît d'importantes mutations dans le domaine culturel. L'État relâche son contrôle sur l'audiovisuel et veut démocratiser la culture, comme au temps du Front populaire. À l'heure où ce qu'on qualifie de société des loisirs Les pratiques culturelles et certaines d'entre elles se démocratisent (tourisme de sports d'hiver, tennis...).

⁵⁰ Le rassemblement familial, organisé par une loi de 1976 donne aux immigrés présents sur le sol français, conformément au droit européen, la possibilité d'être rejoints par leurs conjoints et enfants, à certaines conditions.

⁵¹ Immigré : personne née dans un pays étranger et résidant en France, disposant ou non de la nationalité française.

⁵² On estime qu'ils sont environ 300 000 en 1981.

⁵³ Par la même loi, il est mis fin à la discrimination qui fixait la majorité sexuelle à 15 ans pour les hétérosexuels et à 21 ans pour les homosexuels.

⁵⁴ NB : au début de l'épidémie aux États-Unis, certains considéraient qu'elle ne concernait que les homosexuels et les consommateurs de drogue. La suite a démontré que par son mode de transmission (rapports sexuels, sang), il menaçait l'ensemble de la population.

A. L'évolution de la politique culturelle

21. doc.5 p.253 +
Une Télérama 2021
+ Vidéo Lang 1987

Dossier p.252-253. L'évolution des politiques culturelles en France (1974-1988)

1. De la conception réductrice de la culture sous VGE...

À son arrivée au pouvoir en 1974, Valéry Giscard d'Estaing transforme le ministère des Affaires culturelles⁵⁵, en un simple secrétariat d'État aux ambitions et au budget réduits (0,61% du budget total en 1974, 0,47% en 1981) *-doc.1 p.252. Pour la « liberté des initiatives »*. Sa politique culturelle, conservatrice -même si c'est lui qui inaugure le centre Pompidou en 1977⁵⁶, est surtout tournée vers la sauvegarde du patrimoine : ainsi, transformée en musée (art français et européen de 1848 à 1914), la gare d'Orsay est sauvée de la destruction en 1977⁵⁷.

2. ... à la rupture des années Jack Lang

Entre 1981 et 1982, François Mitterrand double le budget du ministère de la Culture *-doc.3 p.252. Évolution du budget de la Culture*, dont les missions sont élargies au-delà de la seule préservation du patrimoine : il s'agit de favoriser l'épanouissement des Français par les arts, soutenir la création artistique et défendre le rayonnement de la culture à l'étranger. Cette politique culturelle est incarnée par l'action de l'emblématique ministre de la Culture, Jack Lang :

- Développement de la décentralisation culturelle.
- Soutien aux industries culturelles, avec le prix unique du livre *-Repères p.250*, qui aide les libraires et rémunère mieux les auteurs.
- Création de fêtes populaires, comme la Fête de la musique (1982) et les Journées du patrimoine (1984).

Doc.5 p.253. L'évolution de la politique culturelle : le regard d'un historien- Le premier septennat de François Mitterrand est marqué par des réalisations spectaculaires comme l'aménagement du Grand Louvre (et sa fameuse pyramide de verre *-doc.4 p.253. Les grands travaux du président*), l'Institut du monde arabe (conception du « starchitecte » Jean Nouvel) et le nouvel Opéra Bastille *-doc.2 p.252. « Tout est culture »*.

B. Les transformations du paysage audiovisuel français

1. La mainmise persistante de l'État sur les médias (1974-1981)

22. Vidéo
Lumni ORTF

Pendant toute la période gaullienne, l'audiovisuel public français était étroitement contrôlé par l'État. En effet, le général de Gaulle (1958-1969) comme son successeur Georges Pompidou considèrent la radio et la télévision comme une simple interface entre le pouvoir et les citoyens, au service du pouvoir. L'ensemble de l'audiovisuel public est encadré depuis 1964 par l'ORTF *-Vocabulaire p.250*.

En 1974, Valéry Giscard d'Estaing remplace l'ORTF par trois chaînes de télévision publiques concurrentes (TF1, Antenne 2 et FR3) et quatre stations de radio publiques (France Inter, France Culture, France Musique, FIP réunies dans Radio France). Mais si le contrôle de l'État sur les médias est plus discret qu'au temps de l'ORTF, les responsables de l'audiovisuel sont toujours choisis par le pouvoir. Parallèlement, des radios FM pirates se multiplient et émettent de manière illégale, à leurs risques et périls⁵⁸.

2. Une libéralisation progressive de l'audiovisuel (1981-1988)

23. Vidéo
INA HACA

Dans son programme pour l'élection de 1981, François Mitterrand promettait « une information libre et pluraliste ». La loi du 29 juillet 1982 proclame que « la communication audiovisuelle est libre ». Une Haute Autorité de la communication audiovisuelle (futur CSA *-Vocabulaire*

⁵⁵ Le ministère des Affaires culturelles est créé en 1959 par de Gaulle et confié à André Malraux (!)

⁵⁶ Par exemple, Valéry Giscard d'Estaing retire de l'Élysée le mobilier moderne que Georges Pompidou y avait fait installer (passionné d'art contemporain, Georges Pompidou est à l'initiative du Centre Beaubourg, aujourd'hui... centre Pompidou), pour le remplacer par du mobilier Louis XV.

⁵⁷ Le nom de VGE a été ajouté, début 2021, à celui du Musée d'Orsay.

⁵⁸ Le 28 juin 1979, la police interrompt l'émission de Radio Riposte diffusée par le Parti socialiste à Paris et inculpe François Mitterrand pour violation du monopole d'État sur la diffusion radiophonique.

p.250) est créée pour délivrer des permis d'émettre aux nouvelles chaînes de télévision et stations de radio. Canal Plus, première chaîne privée (et payante), est lancée en 1984. Durant la cohabitation (1986-1988), TF1 est privatisée et deux autres chaînes privées sont créées : une par Silvio Berlusconi, magnat italien des médias⁵⁹ et futur chef d'État controversé, La Cinq ; l'autre, TV6, spécialisée dans la musique, deviendra M6 -*Chronologie p.251*.

Dans le même temps, le monopole d'État sur les ondes radio est aboli (les autorisations d'émettre sur la bande FM sont soumises à la Haute Autorité). Les anciennes radios pirates accèdent à une existence légale, et de multiples radios sont créées, comme NRJ ou Fun Radio. Plus de mille chaînes de radio sont créées dans toute la France, mais très rapidement, le secteur connaît une forte concentration.

C. Les nouvelles formes de la culture populaire

1. Une culture de masse

Le secteur culturel et des loisirs devient un secteur économique important. Cela entraîne une relative standardisation des pratiques culturelles, qui contribue à l'affirmation d'une culture de masse - *Vocabulaire p.250*. Toutefois, de fortes inégalités persistent...

24. Générique Dallas + article Le Point

Dans les années 1980, plus de 90% des foyers possèdent un téléviseur⁶⁰. Les chaînes cherchent à fidéliser le public (et les annonceurs auxquels elles vendent des plages publicitaires, car la publicité prend une part de plus en plus importante dans les médias), par des émissions de variétés ou de jeux présentées par des animateurs vedettes et par des séries américaines comme *Dallas* (entre 1981 et 1987) ou *La Petite maison dans la Prairie* (entre 1974 et 1983) : les programmes télévisés évoluent vers le modèle étatsunien de l'*entertainment*, d'où une dénonciation de l'uniformisation et de l'américanisation de la culture. Mais la télévision s'efforce d'assumer sa mission culturelle en facilitant aussi l'accès au savoir, par exemple avec des émissions littéraires (*Apostrophes* animé par Bernard Pivot à partir de 1975) ou des documentaires -La chaîne franco-allemande *Arte* n'apparaît qu'en 1991. La culture de masse permet un élargissement et une diversification des pratiques culturelles.

2. Une « culture jeune »

Dossier p.254-255. La « culture jeune » des années 1980 -La culture jeune -*Repères p.254* est caractérisée, depuis les années 1960, par un langage, des modes vestimentaires, des pratiques culturelles, mais aussi par des consommations culturelles reposant de plus en plus sur l'image et le son. La bande dessinée acquiert progressivement ses lettres de noblesse. À partir des années 1970, les jeunes sont le vecteur du succès des cassettes audio, puis des baladeurs, des CD (1982). La musique s'écoute désormais dans la rue (« Ghetto-blaster », Walkman, Discman) -*Repères p.250* et se regarde à la télévision avec les clips qui contribuent beaucoup à la popularité d'artistes comme Michael Jackson, The Cure ou Indochine. Les festivals de musique, comme le Printemps de Bourges (fondé en 1977), connaissent un succès grandissant -*doc.5 p.254. La musique au cœur de la « culture jeune »*.

25. Vidéo Arte : Sidney dans HIP-HOP

Les jeunes occupent une place croissante sur le marché de la culture. La mode des mangas et animes venus du Japon est lancée par *Goldorak*, diffusé à partir de 1978 sur Antenne 2 -*doc.4 p.255. L'arrivée des mangas*. En 1984, le rap en provenance des États-Unis fait irruption sur TF1 avec l'animateur Sidney -*doc.2 p.254. Des ghettos afro-américains à la télévision française*.

Cette nouvelle culture des écrans passe aussi par le jeu vidéo, un nouveau loisir pour la jeunesse qui se développe dans les années 1980 : Cf. *Space Invaders* (1978), *Pac-Man* (1980), *Donkey Kong* (1981) amènent les foules adolescentes vers les salles d'arcade, avant d'entrer dans les foyers -*doc.3 p.255. La naissance du jeu vidéo* : Nintendo lance la première console à succès en 1985 (la NES) et la première console portable en 1989 (la *Game Boy*), indissociable du succès de *Zelda*, jeu vidéo au succès mondial dont la première version est publiée en 1987. Les premiers ordinateurs personnels commencent

⁵⁹ Cf. son surnom : « Sua Emittenza »

⁶⁰ Le taux d'équipement des ménages passe de 79% en 1974 à 92% en 1984 et 96% en 1989.

également à se diffuser dans le grand public au tournant des années 1980, et se perfectionnent rapidement.

Une partie de la jeunesse développe également une contre-culture, en adoptant des formes d'expression et de contestation nées dans les pays anglo-saxons : après le mouvement hippie, influent dans les années 1960-1970, le mouvement punk déploie sa critique et son rejet du modèle économique et social dès les années 1975-1980. Ces années correspondent également au développement du *Street art*.

Conclusion

26. Conclusion

Révisions p.256-257

Sujets bac p.258-261